
RAPPORT D'ACTIVITÉ

2019-2020



**NOTRE ANALYSE
VOTRE IMPACT**

æquo
Services d'engagement
actionnarial

Le travail d'Æquo est réalisé au nom de ses clients et partenaires



Régime de retraite des employés de la CSN

DESJARDINS
GESTION
INTERNATIONALE
D'ACTIFS INC.



Régime de retraite des employés d'Hydro Québec



Notre MISSION

Æquo mène un engagement actionnarial avec des entreprises cotées, au nom d'investisseurs institutionnels cherchant à intégrer des considérations environnementales, sociales et de gouvernance (ESG) à leurs stratégies d'investissement.

Notre raison d'être est d'amplifier l'impact de nos clients, investisseurs institutionnels, en les accompagnant dans la mise en œuvre de stratégies d'investissement responsable.

Æquo vise un système économique plus durable dans lequel les entreprises, encouragées par leurs investisseurs, gèrent les risques et opportunités ESG pour créer de la valeur à long terme au bénéfice de l'ensemble de la société.



Mot de la PRÉSIDENTE ET DU DIRECTEUR

Nous écrivons ces lignes en pleine crise mondiale liée aux impacts de la pandémie de COVID-19. La récession qui s'annonce, avec des industries entières bouleversées et ses emplois menacés, force les gouvernements et les entreprises à redéfinir leurs priorités. Chaque individu, chaque organisation se questionne sur le rôle qu'il doit jouer. Le monde de l'investissement responsable se mobilise également.

En tant que professionnels de l'engagement actionnarial, nous savons que nous avons un rôle important à jouer sur les priorités que se donneront les entreprises pour l'avenir. "Rebâtir une économie plus durable, résiliente, et juste" doit devenir notre leitmotiv collectif.

En 2019, ce ne sont pas moins de 65 dialogues avec des entreprises d'une quinzaine d'industries qui nous ont donné l'amplitude de répondre à l'éventail des besoins et priorités de nos clients. La gestion de crise de la pandémie par les compagnies avec lesquelles nous dialoguons est rapidement devenue un sujet prioritaire que nous avons intégré à nos dialogues.

À Montréal, nous sommes privilégiés de pouvoir compter sur une communauté d'experts de grande qualité. La ville se démarque par son dynamisme en matière d'IR (voir le [Global Green Finance Index](#)). Soulignons à cet égard la reconnaissance de notre client fondateur Bâtirente, par sa nomination au sein du *PRI Leaders' Group 2019*.

LES CHANGEMENTS CLIMATIQUES

En ce début d'année 2020, les diminutions temporaires des impacts environnementaux dues au ralentissement économique mondial doivent alimenter notre réflexion dans la recherche de solutions visant à lutter contre les changements climatiques. Le rapport *Inevitable policy response* des PRI est clair; la transition sera brusque et inégale. Les entreprises ET les investisseurs doivent se préparer à divulguer plus d'information sur la manière dont ils gèrent le risque carbone. L'intégration des [recommandations du TCFD progresse, mais pas suffisamment](#). Le manque de divulgation des entreprises en matière de gestion des questions climatiques pose un risque pour les investisseurs institutionnels et les épargnants. L'élaboration, tant en Europe qu'au Canada, de taxonomies visant à définir les "activités durables" devrait aider tous les acteurs à mieux quantifier, gérer et divulguer ce risque, et nous sommes fiers de participer aux efforts du [CSA](#) en ce sens.

Les investisseurs réunis au sein du Climate Action 100+ ont encore favorisé en 2019 des engagements de la part des plus grandes compagnies émettrices de GES, tels BP et Glencore, à décrire la manière dont leur stratégie est cohérente avec les objectifs de l'Accord de Paris. L'équipe d'Æquo dédie beaucoup de temps et d'énergie à cette initiative, en coordonnant notamment les dialogues avec Enbridge, L'Impériale et TC Énergie - c'est notre manière de générer toujours plus d'impact pour nos clients tout en redonnant à la communauté de l'investissement responsable.



Au-delà de la question des émissions GES de ces entreprises, Æquo est reconnue pour la vue d'ensemble qu'elle apporte à ces débats:

la transition juste, les Premières Nations, la dette environnementale, la santé et la sécurité des travailleurs et des communautés concernées.

L'AVENIR

Les investisseurs témoignent d'un intérêt grandissant pour les pratiques d'investissement responsable, tel que le démontre [le sondage 2019 de RIA](#), et le dernier sondage du [CIRI](#) démontre clairement une prise de conscience par les émetteurs de l'importance des facteurs ESG dans leurs succès à long terme. Il est primordial de continuer à aborder l'ensemble des questions touchant les risques ESG avec les entreprises.

En cette période de grande incertitude, l'équipe d'Æquo garde le cap, dans l'intérêt des investisseurs et des bénéficiaires. Notre objectif reste plus que jamais de bâtir une économie prospère, durable et inclusive.

Josée Cavalancia

Présidente du conseil

Jean-Philippe Renaut

Directeur général

Processus, MÉTHODE ET RÉSULTATS

LE DIALOGUE ACTIONNARIAL

L'engagement, tel que nous le pratiquons chez Æquo, vise à améliorer les pratiques ESG des entreprises par le biais d'un échange **constructif et informé**. Nous nous informons auprès des entreprises et nous les encourageons à améliorer la gestion d'enjeux ESG matériels pour les investisseurs. Nous visons en moyenne deux rencontres formelles par année avec chaque compagnie de notre plan d'engagement, en plus de nombreux échanges, suivis et recherches.

En plus des dialogues individuels, nous participons activement, toujours au nom de nos clients, à des efforts collaboratifs d'investisseurs portant sur des entreprises et des enjeux particuliers. Ces initiatives, auxquelles nous apportons notre expertise, se traduisent en conversations entre plusieurs investisseurs et les entreprises visées ou encore en déclarations communes.

LES FACTEURS DE SUCCÈS DE L'ENGAGEMENT ENVIRONNEMENTAL ET SOCIAL

Mistra, the Swedish Foundation for Strategic Environmental Research en collaboration avec la Stockholm School of Economics, a publié un [rapport](#) qui **résume les dix dernières années de recherche universitaire** portant sur l'efficacité des stratégies d'engagement actionnarial. Voici les principaux points mis en évidence.

L'EFFICACITÉ DU DIALOGUE

- La légitimité est l'attribut le plus important. Il dépend de la **réputation de l'organisation et la crédibilité du personnel**, mais également de ce que dit l'investisseur. Ainsi, il est important de présenter de **solides études de cas (business case)**, tout **en mettant en évidence les meilleures pratiques du secteur** et **en démontrant une volonté de comprendre le point de vue de l'entreprise**.
- Les plateformes **d'engagement collaboratif**, telle celle des Principes pour l'investissement responsable, peuvent ajouter de la légitimité ainsi qu'une structure soutenant les efforts d'engagement.

L'EFFICACITÉ DES PROPOSITIONS D'ACTIONNAIRE

- Il est plus facile d'obtenir **le soutien des actionnaires lorsqu'il s'agit de demandes portant sur de la divulgation**.
- Un **niveau important de soutien favorise la mise en œuvre de la demande par les autres entreprises du secteur**.
- Les grandes entreprises orientées vers les consommateurs, pour lesquelles **le risque d'atteinte à la réputation** est plus important, sont plus **susceptibles de répondre positivement aux propositions**.
- Les sociétés sont plus susceptibles de répondre positivement si les **proposeurs ont un statut social ou économique élevé**. Les résolutions sont plus susceptibles d'être retirées si les proposeurs détiennent une **participation importante dans la compagnie**.

LA SÉLECTION DES ENTREPRISES

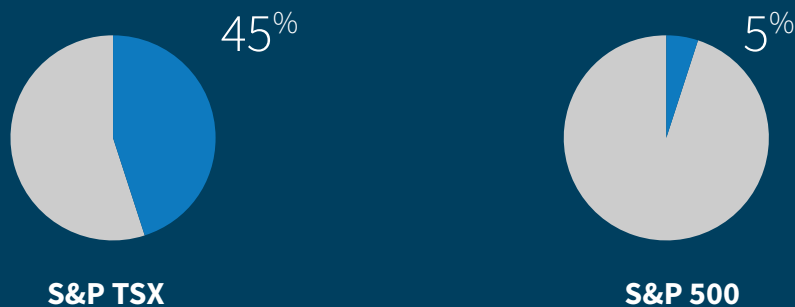
Les entreprises de nos plans d'engagement sont sélectionnées selon les trois critères suivants:

- Un nombre important de controverses et/ou une mauvaise performance ESG par rapport à leurs pairs;
- L'impact potentiel de notre démarche, évalué par exemple en fonction de la présence du titre dans un nombre significatif de portefeuilles de nos clients;
- Le suivi du dialogue, lorsque les objectifs d'engagement de l'année précédente n'ont pas encore été atteints.

Notre plan d'engagement comportait 69 entreprises en 2019 (40 canadiennes et 29 américaines). En 2020, notre programme d'engagement des compagnies prioritaires est composé d'un plan canadien qui contient 36 compagnies et d'un plan américain distinct qui en comprend 26, pour un total de 62 dialogues visés. À côté de ces 62 compagnies prioritaires, nous sommes en contact avec d'autres entreprises, notamment celles avec lesquelles nous avons déjà dialogué, mais qui ne sont momentanément plus présentes dans nos priorités ou encore des compagnies par rapport auxquelles notre impact potentiel était à priori limité.

NOTRE COUVERTURE DES MARCHÉS

L'engagement actionnarial mené par Æquo génère de l'impact sur les marchés canadiens et américains. Voici les proportions des indices boursiers couverts.



LE SUIVI DES DIALOGUES

Nos dialogues s'inscrivent dans la durée et sont menés généralement sur plusieurs trimestres. En effet, il est important que s'instaure un climat de confiance entre Æquo et ses interlocuteurs; la modification des pratiques ESG des entreprises ne se réalise pas du jour au lendemain.

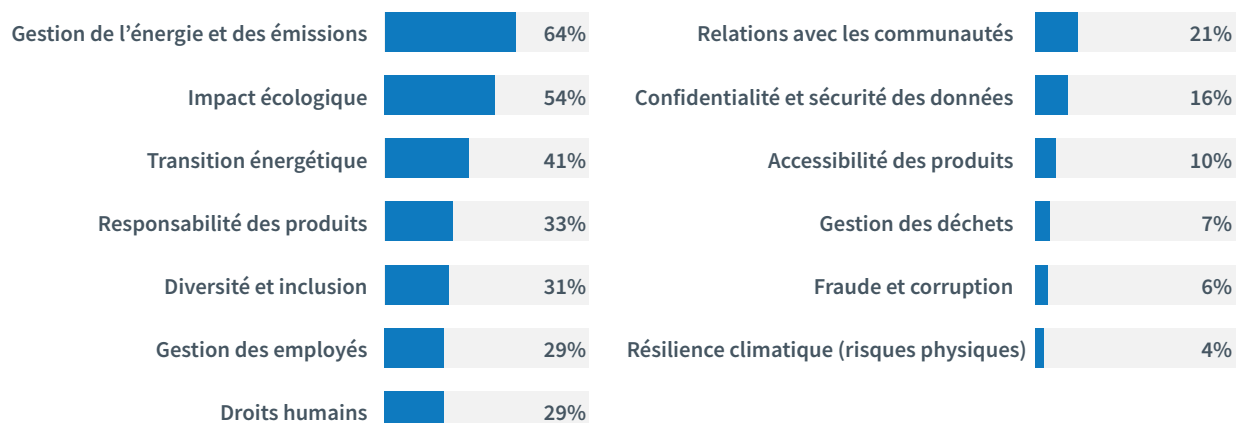
Pour chaque dialogue, nous définissons des objectifs dont l'atteinte est mesurable. Ces objectifs sont présentés aux compagnies sous forme de recommandations. Pour en suivre l'évolution, nous avons mis en place une échelle de progression.

ÉCHELLE DE PROGRESSION D'OBJECTIFS

0	L'objectif (afin de gérer un risque) a été défini, mais n'a pas encore été communiqué à l'entreprise
1	L'objectif a été communiqué à l'entreprise
2	L'entreprise a reconnu le besoin d'atteindre l'objectif
3	L'entreprise a adopté une stratégie afin d'atteindre l'objectif
4	L'entreprise a atteint l'objectif

LES INDUSTRIES, LES ENJEUX ET LES RÉSULTATS EN 2019

PRINCIPAUX ENJEUX ABORDÉS EN 2019



Sur les 69 dialogues planifiés en 2019, nous avons mené des engagements avec 66 entreprises pour le compte de nos clients. Les trois compagnies qui ont refusé de répondre à nos demandes de sollicitations sont: **Targa Resources, Marathon Petroleum** et **Thermo Fisher Scientific**.

Sur les 13 thèmes abordés, les plus fréquents ont été:

- les enjeux climatiques (transition, gestion de l'énergie ou résilience climatique) avec 80% des compagnies du plan d'engagement;
- la gestion des employés, les droits humains ou la diversité et l'inclusion avec 40% des compagnies de notre plan d'action;
- et les relations avec les communautés locales avec 20% des compagnies.

Nous avons également continué à échanger sur d'autres enjeux tels que la responsabilité des produits, les opioïdes, la gestion du plastique et la gestion des données confidentielles.

En 2019, nous avons constaté une progression dans un peu plus des deux tiers de nos dialogues. Cette statistique, en progression par rapport à 2018, démontre qu'un engagement génère de l'impact après plusieurs mois.

La qualité des relations que nous entretenons avec les entreprises est au coeur de la réussite de notre mission. Nous n'envi-sageons le dépôt d'une proposition d'actionnaire qu'en ultime recours et en toute transparence avec la compagnie (lorsque celle-ci ne répond pas à nos sollicitations de rencontre ou lorsque nous constatons qu'un échange soutenu sur un enjeu en particulier ne porte pas fruit). Bien qu'aucune proposition d'actionnaire n'ait été déposée en 2019, nous avons informé certaines entreprises de notre intention de le faire et cette discussion a suffi à déclencher un changement. Dans le cadre de ces suivis, des lettres ont été envoyées au conseil d'administration de trois compagnies en début d'année 2020.

DOLLARAMA: Une proposition a été considérée, mais non soumise suite à l'engagement de l'entreprise à publier son premier rapport ESG (ce qui a été fait en 2019). Nous avons ensuite envoyé une lettre au conseil d'administration afin de leur exposer nos demandes d'amélioration.

ATCO: Une proposition a été considérée, mais l'entreprise a vendu la grande majorité de ses actifs d'hydro-carbure. Nous avons envoyé une lettre au conseil d'administration demandant que la compagnie améliore sa divulgation relative à la gestion du risque climatique (notamment par la publication d'un rapport de scénario 2 degrés).

HUSKY: Une proposition a été considérée, mais notre interlocutrice nous a indiqué que l'entreprise était en voie de répondre à nos demandes en matière de divulgation climatique (notamment la publication d'un rapport de scénario 2 degrés et la définition de cibles de réduction de GES). Nous avons envoyé une lettre au conseil d'administration afin de leur exposer nos demandes.

Notre site web www.aequo.ca et plus particulièrement la section "Nouvelles" contient plus d'informations sur notre impact.



PLAN D'ENGAGEMENT CANADIEN 2019 - 2020

Industrie	Entreprise*	E	S	G
Finance & assurances	Intact Assurance	Résilience climatique Transition énergétique	Cybersécurité et confidentialité des données	
Aliments transformés	Maple Leaf (non reconduite en 2020) Premium Brands (non reconduite en 2020)	Gestion de l'énergie Impact écologique	Droits humains Gestion des employés Responsabilité des produits	
Banques commerciales	Banque CIBC Banque de Montréal Banque Royale du Canada Banque Scotia Banque TD	Transition énergétique	Cybersécurité et confidentialité des données	Fiscalité responsable
Détaillants alimentaires	Alimentation Couche-Tard Empire Company Loblaws Metro	Gestion de l'énergie Impact écologique	Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés Responsabilité des produits	
Détaillants spécialisés	Canadian Tire Dollarama	Gestion de l'énergie Impact écologique	Droits humains Diversité et inclusion Gestion des employés Responsabilité des produits	
Gestion des déchets	Waste Connections (non reconduite en 2020)	Gestion de l'énergie Impact écologique	Gestion des employés	
Immobilier	Allied CAPREIT RioCan (non reconduite en 2020)	Gestion de l'énergie Résilience climatique		
Logiciels et services informatiques	CGI Descartes OpenText	Gestion de l'énergie	Cybersécurité et confidentialité des données Diversité et inclusion	Fraude et corruption
Métaux et mines	Agnico Eagle Barrick Gold First Quantum Minerals Teck Resources IAMGOLD (non reconduite en 2020)	Gestion des déchets Impact écologique	Communautés locales Droits humains Gestion des employés	Fiscalité responsable
Pétrole et gaz	Canadian Natural Resources Enbridge Husky Energy L'Impériale Parkland Fuel Pembina Pipeline Suncor TC Énergie	Gestion de l'énergie Impact écologique Transition énergétique	Communautés locales	
Pièces automobiles	Magna International	Gestion de l'énergie Impact écologique Transition énergétique	Droits humains Gestion des employés	
Produits chimiques	Methanex Nutrien	Gestion de l'énergie Impact écologique		
Produits de construction	Norbord (non reconduite en 2020) Richelieu (non reconduite en 2020) Stella Jones (non reconduite en 2020)	Gestion de l'énergie Impact écologique		
Services d'ingénierie et de construction	WSP	Gestion de l'énergie Transition énergétique		Fraude et corruption
Services de télécommunications	Telus	Gestion de l'énergie	Cybersécurité et confidentialité des données Diversité et inclusion Responsabilité des produits	
Services publics	Algonquin (non reconduite en 2020) Atco (non reconduite en 2020) Capital Power Fortis	Gestion de l'énergie Transition énergétique		

* Les nouvelles compagnies du plan d'engagement 2020 sont indiquées en **gras**

PLAN D'ENGAGEMENT AMÉRICAIN - 2019 - 2020

Industrie	Entreprise*	E	S	G
Banques commerciales	Bank of America Citizens Financial Group M&T Bank Truist (BB&T)	Transition énergétique	Cybersécurité et confidentialité des données	Fiscalité responsable
Biotechnologie et pharmaceutique	Abbvie Biogen Johnson & Johnson Pfizer		Responsabilité des produits Accessibilité des produits Gestion des employés	
Détaillants alimentaires	Kroger (non reconduite en 2020)	Gestion de l'énergie Impact écologique	Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés Responsabilité des produits	
Détaillants de médicaments	CVS Health Walgreens Boots Alliance		Accessibilité des produits Diversité et inclusion Gestion des employés Responsabilité des produits	
Détaillants spécialisés	Costco Wholesale (non reconduite en 2020) Dollar General Dollar Tree Fastenal (non reconduite en 2020) Lowe's Target TJX Companies Under Armour (non reconduite en 2020) Wal-Mart	Gestion de l'énergie Impact écologique	Diversité et inclusion Droits humains Gestion des employés Responsabilité des produits	
Immobilier	Alexandria Real Estate	Gestion de l'énergie Résilience climatique		
Machines et biens industriels	Caterpillar	Gestion de l'énergie Transition énergétique	Droits humains Gestion des employés (santé et sécurité)	
Pétrole et gaz	Marathon Petroleum (non reconduite en 2020) Targa Resources (non reconduite en 2020) Valero (non reconduite en 2020) Santo Limited (hors États-Unis) Woodside Petroleum (hors États-Unis)	Gestion de l'énergie Impact écologique Transition énergétique	Communautés locales	
Prestation de soins de santé	Universal Health		Accessibilité des produits Gestion des employés Responsabilité des produits	
Produits chimiques	Sherwin-Williams (non reconduite en 2020)	Gestion de l'énergie Impact écologique	Gestion des employés	
Produits ménagers et personnels	Estée Lauder	Impact écologique	Droits humains Responsabilité des produits	
Restaurants	McDonald's	Gestion de l'énergie Impact écologique	Droits humains Gestion des employés Responsabilité des produits	
Services de télécommunications	Verizon	Gestion de l'énergie	Cybersécurité et confidentialité des données Responsabilité des produits	
Services publics d'électricité	American Electric Power (AEP) (non reconduite en 2020) Consolidated Edison (non reconduite en 2020) DTE Energy Duke Energy (non reconduite en 2020) Entergy (non reconduite en 2020) Public Service Enterprise Southern Company (non reconduite en 2020)	Gestion de l'énergie Impact écologique Transition énergétique		

* Les nouvelles compagnies du plan d'engagement 2020 sont indiquées en **gras**

Certains enjeux ABORDÉS EN 2019

ENJEUX CLIMATIQUES



La gestion des risques climatiques a encore occupé une place importante dans les dialogues que nous avons menés en 2019. Cet enjeu a été abordé avec la quasi-totalité des compagnies de nos plans d'engagement. En premier lieu, le secteur énergétique, mais également le secteur bancaire et plus généralement tous les secteurs d'activités, dans la mesure où ceux-ci ont un rôle à jouer dans la diminution de leurs émissions de GES directes et indirectes et devront s'adapter aux modifications du marché et de la régulation.

L'impact du réchauffement climatique est tangible à l'échelle globale. L'actualité de 2019 nous a démontré que nous passons d'une gestion du risque climatique à une gestion de crise climatique.

Même si la COP 25 n'a pas su répondre aux attentes, notamment en termes d'élaboration d'un marché carbone et de soutien aux pays défavorisés, de nombreux gouvernements continuent d'agir. Ils sont guidés par des groupes de travail sur la finance durable, tels que [ceux de l'Union européenne et du Canada](#). Ceux-ci ont élaboré des recommandations portant sur le financement de la transformation énergétique. L'élaboration d'une taxonomie visant à classer les activités « durables » y occupe une place centrale, et Aequo participe activement à cet exercice au Canada. Bâtirente a ainsi mandaté Aequo pour les représenter au sein du sous-comité de l'Association canadienne de normalisation (CSA). Ce sous-comité vise à proposer une définition de la taxonomie pour le secteur pétrolier et gazier. Il est en effet essentiel de pouvoir classer les activités d'une entreprise en fonction de leur dimension durable afin d'informer adéquatement les investisseurs et de s'adapter à l'évolution de la régulation en matière de divulgation climatique.

Si l'intégration [des recommandations du TCFD](#) par les compagnies a progressé depuis 2016, son [dernier rapport](#) précise qu'il reste encore du chemin à faire. Le récent [sondage](#) du *Global Sustainable Investment Alliance* (GSIA) souligne que les professionnels de l'investissement responsable ne sont généralement pas satisfaits des informations sur le climat des entreprises cotées en bourse.

Nos demandes, alignées aux recommandations du TCFD, visent de manière générale à ce que les entreprises divulguent de manière adéquate :

- leur **gouvernance**, notamment en regard de la compétence, la supervision du conseil et la rémunération liée à la performance climatique;
- leur **gestion du risque** et leur **stratégie**, notamment les plans de transition/transformation, l'analyse de scénario et la résilience du modèle d'affaires, la proportion d'investissements dans les énergies fossiles et les opportunités climatiques;
- leurs **objectifs de réductions** d'émissions alignés aux objectifs de l'Accord de Paris, tout comme leurs **pratiques de lobbying**;



- leurs pratiques favorisant une **transition juste**, c'est-à-dire: la collaboration avec les gouvernements, syndicats et autres parties prenantes afin de minimiser les pertes d'emplois; la participation à la conversion des employés vers des emplois durables et l'appui aux collectivités locales touchées par des fermetures.

NOTRE IMPACT SUR LES OBJECTIFS DE CARBONEUTRALITÉ

Conformément à nos demandes et aux ambitions de l'Accord de Paris, **Consolidated Edison, DTE Energy, Duke Energy et Public Service Enterprise Group**, des compagnies de production et distribution d'électricité, ont annoncé en 2019 leur objectif de devenir carboneutre d'ici 2050. **Canadian Natural Resources**, une compagnie de production de pétrole et gaz a également fait cette annonce l'été dernier.

Toutes ces compagnies restent cependant très vagues sur les moyens développés pour y arriver. Certaines d'entre elles nous ont précisé que des avancées technologiques, notamment dans le domaine de la capture du carbone, et l'achat de crédits carbone seront nécessaires pour atteindre ces objectifs.

Malgré ces éléments, nous sommes plutôt satisfaits de ces annonces, car elles démontrent la volonté d'agir de ces compagnies tout en envoyant un signal fort à tous les acteurs du secteur. Nous continuons en 2020 à nous assurer que les compagnies adoptent des cibles alignées aux objectifs de Paris et nous informent concrètement sur la manière dont elles comptent les atteindre.

LES RÉPONSES À NOS DEMANDES D'ANALYSES DE SCÉNARIOS CLIMATIQUES

En 2019, afin de rassurer leurs investisseurs et leurs bailleurs de fonds, **TC Énergie, Enbridge, l'Impériale et Entergy** ont divulgué des analyses dans lesquelles elles tentent d'exposer la résilience de leur modèle d'affaires selon différents scénarios climatiques.

Les compagnies qui ont réalisé et publié des analyses de scénario climatique divulguent peu d'informations sur la résilience des stratégies d'affaires. Elles concluent, en général, que leur modèle d'affaires actuel serait résilient, même dans un cas de transition rapide.

Ces rapports sont malgré tout d'une grande utilité, car ils permettent de générer d'intéressantes conversations à l'interne et avec les parties prenantes. Aequo possède une expertise reconnue sur la manière d'évaluer la qualité de ces analyses de scénario. Les entreprises, elles-mêmes, nous remercient souvent pour nos analyses et recommandations.

LA RÉALITÉ DE TERRAIN: LES RELATIONS AVEC LES COMMUNAUTÉS LOCALES



Ce sujet a été discuté avec 20% des entreprises de notre plan d'action, principalement des compagnies des secteurs énergétique et minier, mais également du secteur bancaire.

En 2019, les protestations de communautés autochtones en regard de certains projets, tels que Coastal GasLink pipeline (**TC Énergie**) ou encore Trans Mountain (racheté de **Kinder Morgan** par le gouvernement canadien en 2018), ont coûté chers aux opérations.

Le secteur bancaire fait aussi face à certains risques en finançant ces projets controversés. La participation au financement de l'oléoduc Dakota Access Pipeline (DAPL), en 2017, par des grandes banques signataires des [Principes de l'Équateur](#) a suscité bien des critiques. Ceci a donné lieu à une révision des Principes en 2019 qui restent cependant encore vagues sur la manière d'interpréter le CLPE. En 2020 nous continuons de demander une interprétation adéquate du CLPE par les compagnies afin de répondre aux besoins de prévisibilité des investisseurs et aux attentes de la société civile.

Chaque mauvaise relation avec les communautés locales représente un risque matériel pour les entreprises, qu'elle prenne la forme de conflit, manifestation ou autre litige pouvant retarder la mise en œuvre de projets et ternir sa réputation. Selon une [étude de ERM](#), près de la moitié des grands projets miniers dans le monde entre 2008 et 2016 ont été ralentis à cause de conflits avec les communautés. La régulation oblige les compagnies à s'adapter également. Ainsi, la loi 41 - [Déclaration on the Rights of Indigenous Peoples Act](#) de la Colombie-Britannique adoptée en novembre 2019 vise à intégrer la Déclaration universelle des droits des peuples autochtones (UNDRIP) comprenant le concept de consentement libre, préalable et éclairé (CLPE) dans sa législation provinciale. Des pratiques adaptées permettent de réduire ces risques, protéger les réputations, se préparer à une régulation changeante, tout en améliorant la qualité des relations avec les parties prenantes.

En 2015, le rapport final de la [Commission de vérité et réconciliation du Canada](#) s'adressait notamment aux entreprises en les appelant à adopter la [Déclaration des Nations Unies sur les droits des peuples autochtones](#) en s'engageant à:

- obtenir le CLPE;
- assurer un accès des collectivités aux emplois et qu'elles tirent des avantages à long terme des projets de développement économique;
- sensibiliser la direction et le personnel des entreprises à l'histoire des peuples autochtones.

Le [guide](#) pour les investisseurs lancé en 2018 par la [Reconciliation et Responsible Investment Initiative \(RRII\)](#) expose la manière dont ceux-ci peuvent intégrer cet enjeu à leurs actions.



En concordance avec ces recommandations, nous invitons les entreprises avec lesquelles nous dialoguons à reconnaître les principes de la *Déclaration des Nations Unies sur les Droits des Peuples Autochtones* (UNDRIP), à viser à obtenir le CLPE des communautés autochtones pour tout nouveau projet, et à adopter plus globalement une posture d'ouverture et de dialogue avec les parties prenantes locales. Nous leur demandons également de favoriser l'emploi, la formation, le développement économique local et durable, notamment en ce qui concerne la phase post opération.

Une entreprise qui se veut profitable à long terme doit envisager sa responsabilité en regard des peuples autochtones et des communautés locales dans toute la durée de vie du projet, de son élaboration, à sa mise en œuvre jusqu'à sa fermeture.

NOS PROGRÈS AVEC ENBRIDGE

Depuis de nombreuses années, nous sommes en relation avec des représentants de l'entreprise à différents niveaux. Depuis le début, nous leur demandons de prendre en compte les droits des peuples autochtones dans le développement de leurs projets.

En 2019, nous avons été fiers de mettre en évidence le fait que Enbridge avait publié un rapport sur les peuples autochtones (*Enbridge Discussion Paper on Indigenous Rights*) dans lequel elle indique notamment intégrer la question des peuples autochtones dans sa planification stratégique. Sans pour autant crier victoire, nous continuons d'aborder la mise en œuvre de cette politique en regard de laquelle nous sommes globalement satisfaits.

NOTRE RELATION AVEC AGNICO-EAGLE

Notre engagement avec les responsables d'Agnico-Eagle, notamment au Nunavut, s'est aussi concentré sur les relations avec les communautés locales et le CPLE. Nous avons examiné sa nouvelle politique qui soutient l'UNDRIP et qui supporte le CLPE lorsqu'elle mène des activités sur des propriétés privées, y compris les terres autochtones. Nous avons également abordé le plan de réconciliation qu'elle a élaboré suite aux recommandations de la *Commission de vérité et réconciliation du Canada*, dont les ateliers d'éducation à ses employés et ses cadres.

À l'invitation de la compagnie, Æquo a visité l'une de ses installations au Nunavut, la mine Meadow Banks. Notre objectif était de mieux comprendre l'approche sociale de l'entreprise afin d'identifier ses bonnes pratiques, discuter des plans de l'après-mine pour la communauté, et parler des performances de la minière. Si nous avons pu constater de bonnes pratiques, nous lui avons demandé de préciser les mesures et étapes mises en place afin d'accompagner les communautés dans le cadre du processus de fermeture de la mine.

Des enjeux À SURVEILLER EN 2020

DROITS HUMAINS



Le respect des droits humains, notamment dans la chaîne d'approvisionnement, continuera d'être un enjeu important en 2020. Nous abordons principalement cette thématique auprès des détaillants de notre plan d'action.

Des pratiques inadaptées en regard de la main-d'œuvre et des chaînes d'approvisionnement représentent des risques de réputation, d'opérations ou encore de manque d'adaptation aux normes changeantes. Inversement, une bonne gestion de cet enjeu permet de réduire certains coûts, protéger la réputation et améliorer la qualité des relations avec les parties prenantes.

Les normes de divulgation volontaires dans le domaine tel que celles des *Principes directeurs relatifs aux entreprises et aux droits de l'homme* (UNGP), GRI, SASB et WDI aident les investisseurs à avoir de l'information pertinente. Cependant, si la grande majorité des entreprises s'engagent publiquement à respecter les droits humains, le dernier [rapport du CHRB](#) a encore mis en évidence en 2019 un faible niveau de mise en œuvre des UNGP par les entreprises évaluées.

Cela dit, la législation portant sur la divulgation en matière de gestion des droits humains évolue à l'échelle internationale, comme c'est le cas par exemple au Royaume-Uni, en France et en Californie. Au Canada, le gouvernement fédéral a entamé une réflexion sur le sujet en 2019. Nous avons d'ailleurs participé, à Ottawa, à une consultation qu'il a organisée à ce propos.

Des initiatives d'impact, notamment sous la pression des investisseurs, se pérennisent. Ainsi, l'Accord du Bangladesh, qui a permis de nombreuses améliorations concrètes à la suite de l'effondrement du Rana Plaza en 2013, sera finalement prolongé sous la forme d'un organisme dont la gouvernance sera assurée par les marques, les manufacturiers et les syndicats. Il devrait conserver dans l'ensemble les mêmes attributs de l'Accord original.

En 2020, nous continuerons d'inviter les compagnies à rejoindre l'Accord. Plus largement, nous leur demanderons de mettre en place une gouvernance adéquate, de prendre des mesures afin d'évaluer et gérer les risques (avec des indicateurs de performance et des objectifs); et de divulguer de manière systématique et régulière à ce sujet.

DIVERSITÉ ET INCLUSION



Un second enjeu à surveiller en 2020 concerne la diversité et l'inclusion. Si nous regardons comment toutes les entreprises de notre plan d'engagement gèrent cette dimension au niveau de leur conseil d'administration et de leur direction, nous l'abordons plus en profondeur chez les détaillants, les pharmaceutiques et les entreprises de technologies de l'information et de la communication.

La diversité apporte une réelle valeur aux entreprises en favorisant leurs performances, comme plusieurs études le soulignent, qu'elles concernent le **genre** ou la **diversité** dans son ensemble.

Malgré cela, on constate qu'il reste beaucoup de travail à faire, même si une **progression de la représentation** des femmes est maintenant établie. Les femmes restent **sous-représentées au fur et à mesure que l'on monte dans les niveaux hiérarchiques** et **les préjugés perçus par les minorités** restent importants sur les lieux de travail.

Les investisseurs ont besoin d'informations afin d'analyser la manière dont les entreprises abordent cet enjeu. Dans ce cadre, l'évolution de la législation canadienne est un signal important. Notons à cet égard la règle « se conformer ou expliquer » en matière de diversité de genre introduite par la *Commission des valeurs mobilières de l'Ontario* (2015) ou plus récemment la nouvelle **réglementation canadienne** imposant à toutes les entreprises cotées de divulguer de l'information sur leurs politiques et pratiques en matière de diversité au sein du conseil et de la direction (2020). Ces mesures favorisent la divulgation et l'uniformisation des données.

Pour le compte de nos clients, nous demandons notamment un engagement de la direction et du conseil d'administration, des politiques explicites globales à l'entreprise, de la flexibilité, des cibles, et de la divulgation à ce sujet (distribution des niveaux d'emplois et des salaires par genre).

PESTICIDES ET PRODUITS CHIMIQUES



En 2020, nous continuerons à échanger avec les détaillants à propos de la manière dont ils gèrent les risques liés à l'usage de pesticides et plus généralement les risques en lien avec la présence de substances chimiques dans les produits qu'ils mettent sur le marché.

Une mauvaise gestion de ce risque représente des risques matériels pour les entreprises, qu'ils prennent la forme de poursuites ou de rappels de produits menaçant leurs opérations, d'atteinte à leur réputation ou encore d'absence de préparation en regard de la réglementation changeante.

À titre d'exemples, l'usage de glyphosate continue d'être questionné en regard de ces effets sur la santé publique et l'usage massif de pesticides a des effets avérés sur les pollinisateurs, chaînon essentiel de la biodiversité et de la sécurité alimentaire. Des états légifèrent et des poursuites judiciaires se multiplient. Alors que l'Europe a banni les néonicotinoïdes (un des plus controversés actuellement) en 2018, le Canada doit prendre une décision en 2020.

Nous participons depuis 2019 à une [collaboration d'investisseurs](#) portant sur la réduction de l'utilisation des pesticides et la gestion plus sûre des produits chimiques.

Pour le compte de nos clients, nous demandons aux entreprises de définir des politiques, d'identifier les pesticides et autres substances nocives utilisées, de fixer des objectifs de réduction et de développer des alternatives plus sûres et plus durables.

OBJECTIFS DE DÉVELOPPEMENT DURABLE



Depuis 2018, nous alignons chacun de nos objectifs par rapport aux Objectifs de développement durable des Nations Unies. Ces derniers visent les grands défis mondiaux liés notamment à la pauvreté, aux inégalités, au climat, à la dégradation de l'environnement, à la prospérité, ainsi qu'à la paix et à la justice. Le secteur privé joue un rôle important dans l'atteinte de ces objectifs et en tant que représentant de nos clients investisseurs, nous invitons les entreprises, à travers nos dialogues, à améliorer leur impact dans la grande majorité de ses 17 Objectifs de développement durable.

INITIATIVES COLLABORATIVES D'INVESTISSEURS

Initiative	Type	Description	Implication
L'Association pour l'investissement responsable (AIR)	Organisme	L'Association pour l'investissement responsable (AIR) est une association représentant l'industrie dans laquelle Æquo et ses clients évoluent.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> ● Membre officiel depuis janvier 2019 ● Conseiller au contenu et participants au colloque annuel d'avril 2019
ICCR	Organisme	L'Interfaith Center on Corporate Responsibility est un regroupement de communautés religieuses dont l'objectif est de bâtir un monde plus juste et durable en intégrant des valeurs sociales dans les actions des entreprises et des investisseurs.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> ● Membre de différents comités et participations aux rencontres
PRI	Organisme	L'initiative des PRI aide les signataires à incorporer les enjeux ESG à leurs décisions relatives à l'investissement et à l'actionariat.	Avancée <ul style="list-style-type: none"> ● Signataire depuis la création d'Æquo; ● Participant à différentes initiatives collaboratives;
Groupe de travail sur le plastique (PRI)	Groupe de travail	Ce comité de travail des PRI sensibilise les investisseurs aux impacts, aux risques et aux opportunités liés au plastique.	Avancée <ul style="list-style-type: none"> ● Participation active en tant que membre du groupe de travail
Groupe de travail sur les risques liés aux actifs carbone	Groupe de travail	Le Carbon Asset Risk Working Group (CAR) qui est animé par l'organisme Ceres, regroupe des investisseurs et porte sur le dialogue avec des entreprises énergétiques à propos des enjeux liés aux risques climatiques.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> ● Participation aux rencontres ● Échanges d'informations en regard des compagnies du plan d'action visées par l'initiative
Collaboration sur la juste transition (PRI)	Groupe de travail	Elle vise à ce que les entreprises intègrent les enjeux sociaux, liés notamment à l'emploi, dans leur stratégie de transition énergétique.	Avancée <ul style="list-style-type: none"> ● Participation active au groupe de travail ● Participation aux rencontres ● Échanges d'informations en regard des compagnies du plan d'action visées par l'initiative
Climate Action 100+	Engagement collaboratif	Initiative regroupant plus de 370 investisseurs du monde entier autour d'un plan d'engagement visant les 100 plus grands émetteurs corporatifs (sociétés ouvertes) de GES à l'échelle internationale, en plus de 61 autres grands émetteurs.	Avancée <ul style="list-style-type: none"> ● Participation active au groupe nord-américain ● Direction de certains engagements avec les entreprises visées
Collaboration sur la fiscalité (PRI)	Engagement collaboratif	Cette initiative est relative aux enjeux liés à la fiscalité responsable des entreprises.	Avancé <ul style="list-style-type: none"> ● Participation active en tant que membre du groupe de travail
Collaboration sur les normes du travail dans les chaînes d'approvisionnement agroalimentaire (PRI)	Engagement collaboratif	Cette collaboration d'investisseurs vise à amener les entreprises agroalimentaires à améliorer leurs pratiques en termes de respect des droits du travail dans leur chaîne d'approvisionnement.	Avancée <ul style="list-style-type: none"> ● Participation active en tant que membre du groupe de travail

Initiative	Type	Description	Implication
Collaboration sur la réduction de l'utilisation des pesticides et la gestion plus sûre des produits Chimiques (ICCR)	Engagement collaboratif	Collaboration d'investisseurs relative aux risques liés à l'utilisation de pesticides et autres produits chimiques toxiques dans les chaînes d'approvisionnement.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> ● Participation aux rencontres ● Échanges d'informations en regard des compagnies du plan d'action visée par l'initiative
Collaboration sur la responsabilité à l'égard des opioïdes et autres médicaments (ICCR)	Engagement collaboratif	<i>L'Investors for Opioid and Pharmaceutical Accountability (IOPA)</i> est une coalition d'investisseurs institutionnels mondiaux. L'IOPA a été créée dans le but de dialoguer avec les fabricants, les distributeurs et les pharmacies sur les risques liés aux opioïdes et autres produits pharmaceutiques.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> ● Participation aux rencontres ● Échanges d'informations en regard des compagnies du plan d'action visée par l'initiative
Collaboration de la Fondation de l'accès aux médicaments	Engagement collaboratif	L'indice, qui vise les plus importantes compagnies pharmaceutiques mondiales, identifie les meilleures pratiques, suit les progrès et montre où une action critique est nécessaire pour améliorer l'accès aux médicaments des communautés les plus pauvres.	Intermédiaire - Rôle de soutien <ul style="list-style-type: none"> ● Participation aux rencontres ● Échanges d'informations en regard des compagnies du plan d'action visée par l'initiative





 aequo.ca

 info@aequo.ca

 1111 rue Saint-Urbain, bureau 211, Montreal, Quebec H2Z 1Y6